

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 30/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE

Lieu-dit « Pichegu »

30 127 BELLEGARDE

Références : SC/2022-11-822
Code AIOT : 0006601920

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté au lieu-dit « Pichegu » – 30 127 Bellegarde. L'inspection a été annoncée le 02/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée suite à la notification de :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2020 modifiant des prescriptions relatives aux rejets atmosphériques pour prendre en compte les dispositions de la directive IED,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2020 modifiant les prescriptions relatives à l'épandage.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- Lieu-dit « Pichegu » – 30127 BELLEGARDE
- Code AIOT dans GUN : 0006601920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : /
- IED : Oui

La société SUEZ ORGANIQUE exploite une installation de compostage de boues de stations d'épuration et de déchets organiques en mélange avec des produits structurants. L'établissement est implanté au sein du site de la société SARPI MINERAL FRANCE (ex SUEZ MINERAL) qui exploite des installations de stockage et de traitement de déchets dangereux et non dangereux.

L'usine de compostage qui s'étend sur une superficie de 11 060 m² comprend les installations suivantes :

- un poste d'accueil, de pesage et de contrôle de la radioactivité, commun avec la société SARPI,
- deux fosses de déchargement des boues,
- un bâtiment fermé de 4 570 m² disposant de :
 - un sas de dépotage des boues,
 - une zone de mélange des boues,
 - un hall de fermentation comprenant 40 casiers de compostage,
 - une zone de criblage,
 - un laboratoire,
 - des locaux sociaux,
- une aire extérieure de maturation de 2 000 m² pour le stockage des composts fermentés,
- une aire extérieure de stockage des structurants (déchets végétaux, déchets de bois...),
- des installations de traitement de l'air du bâtiment de compostage (tour de lavage acide, tour de lavage oxydo-basique et 4 tours de micro-lavage),
- une aire de lavage des engins et véhicules,
- une cuve de stockage de carburant associée à une installation de distribution,
- un bassin de stockage des eaux résiduaires de procédé de 107 m³,
- un bassin de stockage des eaux pluviales qui ruissellent sur les voiries et sur l'aire de lavage, commun avec la société SARPI.

Les installations de compostage et l'activité d'épandage sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°16.029N du 2 mars 2016, ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-152-DREAL du 18 août 2020 qui fait suite à l'instruction du dossier de réexamen IED et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-172-DREAL du 3 novembre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux
- Rejets atmosphériques
- Épandage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'Inspection des installations classées,
- les observations éventuelles,
- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

– « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,

– « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.

Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.

– « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Entretien de l'établissement	Arrêté préfectoral du 02/03/2016 Article 2.1.9	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Épandage	Arrêté préfectoral complémentaire du 03/11/2020 Articles 6.5 et 6.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Enregistrement des épandages	Arrêté préfectoral complémentaire du 03/11/2020 Article 6.7.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Débourbeur	Arrêté préfectoral du 02/03/2016 Article 7.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Suivi de la production et de l'élimination des déchets	Arrêté préfectoral du 02/03/2016 Article 9.4.4	/	Lettre de suite préfectorale	Avant le 31/03/2023 (date de clôture de l'application GERE)

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Règles d'exploitation	Arrêté préfectoral du 02/03/2016 Article 8.8	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a principalement porté sur les dispositions prescrites dans le dernier arrêté préfectoral n°20-172-DREAL du 3 novembre 2020 suite aux modifications apportées à l'activité d'épandage, ainsi que sur les dispositions prescrites dans l'arrêté préfectoral n°20-152-DREAL du 22 août 2020 pris suite au réexamen des conditions d'exploiter en comparaison des meilleurs techniques disponibles (MTD) du BREF « WT » correspondant à la rubrique 3532.

S'agissant de l'épandage, il apparaît que les documents réglementaires demandés (programme prévisionnel d'épandage, bilan annuel, cahier d'épandage) sont établis et permettent un suivi des opérations d'épandage en conformité avec les prescriptions réglementaires.

S'agissant des rejets atmosphériques, il en ressort que les concentrations en NH₃ sont conformes à la valeur limite d'émission définie dans l'arrêté préfectoral du 20 août 2020, suite à la mise en place d'un dispositif de captation des particules d'ammoniac plus performant.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 8.8
Thème(s) : Risques chroniques – Suivi des buses des tours de micro lavage
Prescription contrôlée : Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de captation et de lavage des gaz et de traitement des odeurs.
Constat : Afin de respecter la valeur limite de la concentration en NH ₃ mesurée au niveau des tours de lavage (valeur de 20 mg/m ³ depuis le 17 août 2022 conformément aux MTD au lieu de 35 mg/m ³), l'exploitant a mis en place au début de l'année 2022 sur les 4 tours de micro lavage, un dispositif de micro gouttelettes permettant une meilleure captation de l'ammoniac. Ces buses doivent être contrôlées tous les mois selon la périodicité définie par l'exploitant. Un document a été mis en place pour suivre, entre autres, les dispositifs de captation avec un report écrit de ces suivis mensuels. Lors de l'inspection, le document de suivi a été consulté et il a été constaté que la vérification mensuelle des buses n'est pas reportée sur le document. L'exploitant a toutefois précisé que les buses étaient bien contrôlées tous les mois lors de la vérification des pompes haute pression. L'exploitant devra s'assurer du bon report des contrôles mensuels des buses sur le document dédié.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Entretien de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 2.1.9
Thème(s) : Risques chroniques – Propreté de l'aire de maturation
Prescription contrôlée : L'établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment, les pistes de circulation, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les envols de papiers et plastiques et les amas de matières dangereuses ou polluantes, les entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.
Constat : Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence d'amas de déchets verts sur les murs d'enceinte de la zone de stockage de ces déchets qui sont susceptibles de s'envoler, ainsi qu'une couche importante de compost sur le sol de l'aire de maturation. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.1.9 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2016 qui doit être rapidement corrigé dans le délai précisé dans la lettre préfectorale accompagnant ce rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N°3 : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2020, articles 6.5 et 6.6.1
Thème(s) : Risques chroniques – Programme prévisionnel de l'épandage et bilan annuel
Prescription contrôlée : Par ailleurs, l'épandage du compost et des lixiviats ne peut s'effectuer, pour les cultures d'hiver (blé dur, orge, colza...), que durant la période comprise entre le 1 ^{er} juillet et le 1 ^{er} novembre. Pour s'affranchir au mieux des risques de pollution liés aux inondations des parcelles, l'exploitant s'efforcera de procéder aux épandages au plus tôt de la période autorisée. La quantité de compost épandu est limitée à 7,5 t/ha de matières brutes, soit 3,85 t/ha de matières sèches, à raison d'un épandage au plus tous les deux ans. Cette quantité et cette fréquence ont été déterminées, pour limiter les apports de phosphore total (P ₂ O ₅) à 250 kg/ha/2ans.
Constat : Le bilan annuel de la campagne d'épandage de 2021 et le programme prévisionnel de l'épandage (PPE) de 2022 ont été consultés. L'inspection relève les observations suivantes : <ul style="list-style-type: none">– la quantité de compost épandu est limitée à 7,5 t/ha de matières brutes, alors que le PPE indique une quantité de 10 t/ha,– le bilan annuel indique que des lixiviats ont été épandus à partir du 30 janvier 2021 sur la parcelle 08-06 dont la culture est du blé dur, alors que l'épandage pour cette culture doit commencer à partir du 1^{er} juillet ; l'exploitant a toutefois précisé qu'il s'agissait d'une erreur de report de date, l'épandage des lixiviats sur la parcelle 08-06 a bien respecté la période définie,– la date de fin d'épandage des lixiviats n'est pas précisée. Ce constat constitue une non-conformité aux articles 6.5 et 6.6.1 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2020 qui doit être rapidement corrigé dans le délai précisé dans la lettre préfectorale accompagnant ce rapport
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N°4 : Enregistrement des épandages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2020, article 6.7.3
Thème(s) : Risques chroniques – Cahier d'épandage
Prescription contrôlée : Un dispositif de surveillance de la qualité des composts et des lixiviats ainsi que des épandages est mis en place. Pour cela, un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de 10 ans, est tenu à jour. Ce cahier est mis à la disposition de l'inspection des installations classées. Le cahier comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">– les quantités de compost et de lixiviats épandus,– les dates d'épandage des composts et des lixiviats,– les parcelles réceptrices et leur surface,– les cultures pratiquées,– le contexte météorologique lors de chaque épandage,– l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols ainsi que sur les composts et les lixiviats, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation,– l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses. L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des composts et des lixiviats produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.
Constat : Le jour de l'inspection, le cahier d'épandage de 2021 n'a pas pu être consulté. L'exploitant a indiqué que ce document est existant et bien tenu à jour. L'exploitant transmettra le cahier d'épandage afin de pouvoir vérifier les périodes d'épandage des lixiviats. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.7.3 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2020 qui doit être rapidement corrigé dans le précisé dans la lettre préfectorale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N°5 : Débourbeur-séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 7.7
Thème(s) : Risques chroniques - Entretien du dispositif
Prescription contrôlée : Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures sont tenues à disposition de l'inspecteur de l'environnement.
Constat : Selon l'exploitant, le débourbeur-séparateur à hydrocarbures est nettoyé tous les ans. Le bordereau de suivi des déchets daté du 27 janvier 2022 relatif à cet entretien par la société SARP OSIS, a été consulté. Par contre, l'exploitant n'a pas pu présenter le BSD de 2021. Par mail du 29 novembre 2021, l'exploitant a en effet confirmé que le dispositif de traitement n'a pas été nettoyé en 2021 et le prochain entretien est prévu pour décembre 2022 afin de respecter la fréquence annuelle. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.7.3 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2020 pour lequel l'inspection pourra proposer à madame la Préfète de vous mettre en demeure dans le cas où ce manquement se renouvellerait. L'exploitant devra transmettre dès réception, les documents justifiant que le débourbeur-séparateur à hydrocarbures a bien été nettoyé en décembre 2022. Il est rappelé à l'exploitant que l'entretien du dispositif de traitement doit intervenir tous les ans et les déchets hydrocarbonés produits lors des nettoyages de janvier et décembre 2022 seront à reporter dans la déclaration GEREPE de 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Suivi de la production et de l'élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 9.4.4
Thème(s) : Risques chroniques – Lixiviats
Prescription contrôlée : L'exploitant tient une comptabilité précise des déchets produits, cédés, stockés ou éliminés.
Constat : Des effluents industriels appelés lixiviats (jus de fermentation des composts, condensats issus du refroidissement de l'air de process et eaux de lavage des effluents gazeux issues des tours de micro-lavage et de la tour d'acide/oxydo-basique) sont produits par le process. Ces eaux d'un volume annuel d'environ 3 500 m ³ ne sont pas déclarées dans GEREPE. La déclaration GEREPE de 2022 devra mentionner ces déchets. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2020 qui doit être rapidement corrigé dans le délai précisé dans la lettre préfectorale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : avant le 31/03/2023 (date de clôture de l'application GEREPE)